

« Le poids de l'idéologie politique dans la construction des antagonismes communautaires au Kosovo » - Alexia Pierre¹

Le passé historique du Kosovo, dont le modelage a été influencé par des enjeux politiques, permet de comprendre le processus qui a fait de la région un enjeu majeur dans les Balkans² et le lieu de conflits intercommunautaires particulièrement violents durant les années 1990. Ces affrontements font pourtant suite à des années de cohabitation ayant toujours permis la préservation des liens de communication entre les différents groupes ethniques présents au Kosovo. Mais les oppositions anciennes, auxquels s'ajoutent continuellement des facteurs de tensions entre les communautés engendrés par des actions politiques, ont entraîné des cycles d'affrontements jusqu'au conflit sanglant de 1998-1999.

Le texte présent a pour objectif d'explorer le rôle des idéologies politiques dans la construction des antagonismes communautaires au Kosovo. Les conflits et les ségrégations entre communautés distinctes semblent effectivement atteindre des niveaux maximaux lorsque les éléments d'opposition sont construits par un contexte socio-politique nationaliste. Les extrêmes auxquels peuvent mener les constructions nationalistes et leurs conséquences dans la vie des communautés feront l'objet de la seconde partie de ce travail.

I- Construction des antagonismes communautaires au Kosovo

Les querelles entre communautés ethniques du Kosovo semblent, d'un point de vue extérieur mais aussi probablement de l'intérieur, exister depuis toujours. Le corollaire étant que ces oppositions paraissent ne pas avoir d'issue, tant elles sont intériorisées par les habitants du Kosovo. Pourtant, une exploration de l'histoire des peuples albanais et serbe du Kosovo, et de l'avènement de l'Etat moderne dans les Balkans tend à montrer que ces antagonismes ont pour beaucoup été soutenus voire engendrés par les diverses idéologies et revendications politiques.

1°- Quelques données sur l'histoire sociopolitique du Kosovo

Durant l'occupation ottomane, la fuite des Serbes permet à l'administration turque d'islamiser les Albanais du Kosovo, qui peuvent obtenir des postes hauts placés en se convertissant à l'islam. Les Albanais, plus nombreux que les Serbes à s'être convertis, sont ainsi favorisés par l'Empire ottoman au Kosovo. Lorsque la Serbie retrouve son indépendance en 1878, le Kosovo reste sous tutelle ottomane. Ce n'est qu'en 1912, alors que l'Etat d'Albanie nouvellement créé revendique le Kosovo, que ce dernier

¹ Doctorante en criminologie - alexiapierre@orange.fr
Unité d'Analyse et d'Intervention en Matière de Violence (Pr. P. Thys),
Ecole de Criminologie, Université de Liège, Bd du Rectorat - B 33 bte 25, 4000 Liège, Belgique
<http://www.violence.ulg.ac.be>

² Dérens, J.A. ; « Les mémoires antagonistes du Kosovo », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2005

est accordé à la Serbie par les grandes puissances européennes, grâce à l'intervention russe³. Les Serbes sont alors vus comme des « troupes d'occupation » par la population albanaise kosovare et, de 1915 à 1919, il y a de nombreux soulèvements au Kosovo, sévèrement réprimés par le gouvernement serbe et suivis par des expulsions d'Albanais, des fermetures d'écoles, des confiscations de terres, avec une volonté de repeuplement par les Serbes clairement affichée, voire revendiquée. Cette prédominance serbe prend fin en 1941.

En 1942, l'Italie fasciste intègre l'Albanie, le Kosovo, une partie du Monténégro et de la Macédoine dans une « Grande Albanie » ethnique. Pour aider à la mise en œuvre de ce projet, l'Allemagne nazie met sur pied une division SS albanaise chargée de vider le territoire des Serbes. Jusqu'en 1945, l'idéologie albanaise domine. C'est notamment en référence à cette époque que l'idéologie nationaliste serbe contemporaine dénonce un génocide des Serbes.

En 1946, la Yougoslavie devient une Fédération, avec une constitution calquée sur le modèle communiste. Après des années de cohabitation paisible, les paysans albanais et serbes commencent à s'affronter, enclenchant les cycles de vengeance. Le *komsiluk*, c'est-à-dire la tradition du bon voisinage, ne résiste pas à l'avènement de la nation moderne. Le Parti communiste yougoslave dessine en effet de nouvelles frontières à l'intérieur de la Yougoslavie, dès lors divisée en six républiques fédérées. La détermination des frontières annule tous les acquis des affrontements antérieurs, de la première guerre des Balkans à la formation de la Yougoslavie. Seule la Serbie est de nouveau divisée pour permettre la mise en place de droits des minorités. L'un des objectifs de Tito est en effet de faire en sorte qu'aucun peuple ne domine les autres. Un exemple de concrétisation de ces mesures peut se voir dans l'impression des billets de banque, en quatre langues et deux alphabets de 1945 à 1991. De plus, coexistent alors trois religions, quatre langues slaves associées à de nombreuses autres non slaves, six peuples ainsi qu'une douzaine de minorités dans la Fédération yougoslave⁴. Dans la période centraliste de la Yougoslavie communiste (1945-1966), le Kosovo est une région autonome, puis une province, à majorité musulmane.

La rupture entre Staline et Tito en 1948 entraîne l'exacerbation des tensions entre Serbes et Albanais du Kosovo, les Albanais faisant l'objet de mesures de répression sévères. Dans les premiers temps de la Yougoslavie titiste, les Serbes se retrouvent en effet de nouveau en position de force. Cependant, les émeutes de 1968 permettent au Kosovo d'obtenir le statut de Province autonome, statut confirmé par la Constitution décentralisatrice de 1974, ce qui redonne l'avantage aux Albanais. La période titiste est elle aussi été qualifiée de « génocide physique, politique et culturel » de la communauté serbe, faits attribués aux Albanais et musulmans bosniaques, avec la complicité des communistes de Tito.

Ces quelques données historiques permettent de comprendre qu'au 20^{ème} siècle, les périodes de domination entre Serbes et Albanais ne cessent de s'alterner au Kosovo, entraînant des cycles

³ C'est en effet sous la pression de la Russie qui entretient d'étroits liens, notamment militaires, avec la Serbie, que cette dernière se voit attribuer le Kosovo. Encore aujourd'hui, c'est le veto russe qui empêche que l'indépendance du Kosovo fasse l'objet d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

⁴ Frézel, S. ; 1996, *La Yougoslavie agonie d'un Etat*, Milan, Toulouse, p 22-24

d'affrontements et des mesures de plus en plus radicales de la part de chacun des groupes en présence.

2°- Construction politique des oppositions communautaires

Le Kosovo a longtemps été revendiqué tant par les Albanais que par les Serbes, car il est considéré par les deux parties comme un berceau historique de leur civilisation. Au 19^{ème} siècle, le nationalisme albanais naissant se développe au Kosovo. A la même époque, le nationalisme serbe s'appuie sur la littérature et la religion pour justifier ses revendications politiques au Kosovo. Encore aujourd'hui, les historiens nationalistes serbes opposent les droits historiques des Serbes aux droits démographiques des Albanais, majoritaires depuis le milieu du 20^{ème}. Dans les deux camps, les manuels scolaires sont utilisés pour reproduire et fortifier ces visions contradictoires, divisant les populations dès le plus jeune âge.

La bataille de Kosovo Polje, où sont défaits les Serbes en 1389, et le mythe qui a été construit autour de l'évènement, font du Kosovo le symbole de la disparition politique de la nation serbe. Les politiciens nationalistes serbes de la Republika Sprska ont su exploiter ce symbole et le mettre au service de leur idéologie pour toucher les foules. Les revendications des nationalistes serbes sont principalement d'ordre territorial. Ils placent le peuple serbe en position de victime, envahi par une population étrangère qui chercherait à l'anéantir. Ainsi, dès 1927, une conférence sur le « déplacement des Albanais » (*Iseljavanje Arnauta*) est prononcée. La volonté d'éradiquer le problème albanais est justifiée par les Serbes à travers des préoccupations sécuritaires, le nettoyage ethnique étant présenté et considéré comme un outil essentiel de la Serbie moderne⁵. Puis dans les années 1960, la baisse du taux de natalité serbe fait des Albanais les victimes d'une propagande présentant la démographie albanaise comme un moyen d'écraser les Serbes. En effet, le fort taux de natalité des Albanais est vu comme un plan visant à occuper l'espace du Kosovo par le nombre. « L'enjeu est le territoire, non seulement en tant que territoire politique relevant d'un pouvoir souverain, mais aussi et surtout en tant qu'il est habité, culturellement marqué, affectivement approprié »⁶. En 1986, le mémorandum de l'Académie des sciences de Serbie conteste le découpage des Républiques et prône un retour au centralisme. Ce document, utilisé par Milosevic pour galvaniser les foules, insiste sur les persécutions dont seraient victimes les Serbes du Kosovo. Le nationalisme serbe moderne transforme le mythe de la bataille de Kosovo Polje en revendication territoriale pour appeler au retour à la pureté ethnique au Kosovo. En avril 1989, durant son discours à Kosovo Polje, Milosevic se veut le défenseur du peuple serbe, qu'il dit marginalisé au Kosovo. En 1990, Milosevic devient Président de la Serbie, avec le parti socialiste serbe fondé par lui-même

Bien que la majorité des représentants albanais soient musulmans, de nombreux délégués sont catholiques, ce qui montre le caractère non confessionnel de l'émergence de la politique

⁵ Frézel, S. ; 1996, *La Yougoslavie agonie d'un Etat*, Milan, Toulouse, p 22-24

⁶ Roux, M. ; « Le calme trompeur du Kosovo », p 107-121 ; in Rupnik, J. (Dir.) ; 1996, *Balkans – Paysage après la bataille*, Editions Complexe, Bruxelles

albanaise au 19^{ème}. Le programme politique⁷ albanais, qualifié de « Renaissance nationale », a d'abord eu une portée culturelle. Sa première tâche a en effet été de rechercher dans l'histoire des mythes fondateurs pour appuyer l'existence de la nation albanaise. Les chercheurs ont alors situé les racines de la naissance des nations dans l'avant domination de l'Empire ottoman, domination qui aurait gelé le processus de développement nationaliste. Pourtant, le peuple albanais n'existant pas en tant que nation avant 1912, une culture commune nationale n'aurait pu exister. De plus, à l'époque ottomane, l'identité religieuse primait sur l'identité ethnique. Les intellectuels nationalistes contemporains pensent pourtant que l'existence d'une nation albanaise se démontre dans l'existence d'une culture albanaise. Ils cherchent donc à réunifier le patrimoine albanais, par exemple en changeant la langue dans laquelle était traditionnellement écrite la littérature, le turc et le persan, pour créer une langue albanaise construite à partir des différents dialectes, ce qui donne un côté artificiel à cette culture. Cette politique se développe dès les années 1980. La rébellion⁸ albanaise commence en effet en 1981, un an après la mort de Tito, avec l'incendie du Patriarcat de Pèc et les révoltes étudiantes de Pristina, soutenues par les mineurs des villes avoisinantes. Le soulèvement des Albanais du Kosovo marque la rupture d'avec la Fédération yougoslave, 20 000 révoltés réclamant le statut de République pour le Kosovo. L'ambition du mouvement national kosovar consistait alors en la création d'un territoire dirigé par les représentants locaux albanais et financé par les subventions du gouvernement yougoslave.

3°- Conséquences de la politique nationaliste de Belgrade sur la population du Kosovo

Les statistiques fédérales officielles de 1991 recensaient 1,9 millions d'habitants, dont 82% d'Albanais. Les Serbes et les Monténégrins représentaient environ 11% de la population. Les Albanais étaient majoritaires dans vingt-cinq municipalités sur trente et une, les Serbes étant majoritaires dans cinq municipalités. La diaspora albanaise représentait alors cinq millions de locuteurs en Albanie, au Monténégro, en Macédoine, ainsi qu'au Kosovo, ce qui a toujours fait redouter aux Serbes le nationalisme albanais et ses conséquences. C'est ce que les Serbes appellent le « front islamique ». Le serbe est la langue officielle, l'albanais étant *de facto* la langue la plus usitée. Le régime serbe d'aujourd'hui, qui a pris naissance dans les années 1980⁹, avait déjà pour but de réacquérir le territoire du Kosovo en faisant fuir les Albanais. Commence alors la marginalisation des Albanais au Kosovo qui se traduit par l'interdiction d'accès aux institutions, la destruction de nombreux monuments, la suppression des noms des rues, monuments ou institutions faisant référence à des personnalités albanaises, ainsi que des enseignes écrites en albanais.

La réforme constitutionnelle du 23 mars 1989 supprime l'autonomie du Kosovo. L'application de cette législation d'exception dans la région marginalisée, paupérise et insécurise la population albanaise. De plus, le parlement de la Serbie adopte le 5 juillet 1990 la « loi sur l'abrogation des

⁷ Lakshman-Lepain, R., « L'Albanie : une nation encore à inventer ? », p 57-73, in De Waele, J.M. ; Gjeloshaj, K. (Dir.) ; 1999, *De la question albanaise au Kosovo*, Editions Complexe, Bruxelles

⁸ Batakovic, D.T. ; 1993, *Kosovo la spirale de la haine*, L'Age d'Homme, Paris, pp 77 et 83

⁹ Kullashi, M., « Le régime serbe et le Kosovo », p 75-95 ; in De Waele, J.M. ; Gjeloshaj, K. (Dir.) ; 1999, *De la question albanaise au Kosovo*, Editions Complexe, Bruxelles

activités de l'Assemblée du Kosovo et de son gouvernement », ce qui entraîne la perte de tout pouvoir législatif et exécutif pour le Kosovo. Les institutions politiques autonomes du Kosovo sont alors dissoutes, car elles étaient présentées comme un « symbole de trahison » des intérêts du peuple serbe. Les activités culturelles ou festives destinées aux minorités, notamment albanaises, sont également en majorité interdites. Toutes les institutions culturelles et scientifiques albanaises sont fermées. La région est placée sous contrôle direct de l'armée fédérale. Des commissariats sont construits tout au long de la route menant au Kosovo. De nombreuses lois et décrets applicables au Kosovo et discriminants envers la population albanaise sont adoptés par la Serbie. Par ailleurs, le contrôle de la radiotélévision¹⁰ par les autorités serbes empêche la diffusion correcte de l'information, et la loi yougoslave sur l'information adoptée en octobre 1998 entraîne un verrouillage médiatique presque total. Seule la presse officielle est autorisée. La hausse des prix des transports et de l'essence accentue l'autarcie régionale et le manque de communication. Milosevic impose en outre une sorte de censure à la presse internationale en pratiquant l'intimidation¹¹. Les journalistes sur place sont ainsi interpellés, interrogés parfois violemment par les forces de police et militaires serbes, et expulsés pour la plupart.

La suppression du statut d'autonomie du Kosovo entraîne également l'abolition de la quasi-totalité des droits linguistiques, culturels, sociaux et politiques des Albanais. L'une des conséquences est la suppression du bilinguisme habituel dans l'administration gouvernementale, le serbe devenant alors l'unique langue officielle. Sur base de l'appartenance ethnique, plus de 40 000 Albanais occupant une fonction administrative sont congédiés. De plus, tous les cadres albanais de l'Université de Pristina sont renvoyés, 75% des salariés albanais licenciés, tous les médecins albanais chassés des hôpitaux¹². En terme de santé publique par exemple, les Albanais, victimes de discriminations au travail, ne peuvent plus avoir accès aux soins de santé, dont l'accès gratuit est subordonné à la possession d'un emploi. Le chômage touche une grande majorité de la population et la contrebande se développe. La volonté de changer la composition ethnique du Kosovo est alors clairement affichée par Belgrade qui incite les Serbes à venir occuper les emplois et les habitations des Albanais licenciés et faisant l'objet de harcèlement policier. La politique poursuivie au Kosovo a été très coûteuse mais a entraîné le départ de nombreux Albanais. Pour le gouvernement serbe, le repeuplement par les Serbes et l'expulsion des Albanais du Kosovo représentait un enjeu vital pour la nation serbe. Pourtant, seuls 15000 Serbes ont accepté de s'établir au Kosovo, ce qui ne comblait pas les espérances de Milosevic.

La ligne de conduite de résistance non violente, adoptée par les Albanais du Kosovo sous l'égide du leader pacifiste I.Rugova, entraîne en réponse l'édification d'une société parallèle de 1989 à 1999, soutenue financièrement par un impôt supplémentaire sur le revenu et par la diaspora albanaise. En effet, pour marquer leur rejet de la politique de Belgrade appliquée à leur égard, les Albanais du Kosovo se sont organisés pour faire fonctionner leur communauté en dehors des

¹⁰ Djuric, I. ; « Le poids de la Serbie », p 83-105 ; in Rupnik, J. (Dir.) ; 1996, *Balkans – Paysage après la bataille*, Editions Complexe, Bruxelles

¹¹ Marthoz, J.P., « Une presse qui a refusé le garde-à-vous », p 139-144 ; in Adam, B. (Dir.) ; 1999, *La guerre du Kosovo*, Editions complexe – GRIP, Bruxelles

¹² Frézel, S. ; 1996, *La Yougoslavie agonie d'un Etat*, p56, Milan, Toulouse

structures officielles. Cette société parallèle présente ainsi les structures classiques de toute société, avec, par exemple, un niveau politique, un système de santé, un système d'éducation. Les fragiles institutions de cette société parallèle ne sont pas officiellement reconnues. Cette contre-société albanaise donne lieu à une importante propagande à l'étranger, visant à faire comparer la situation du Kosovo à une situation coloniale, où la population albanaise serait opprimée par un envahisseur étranger, ce qui rappelle les arguments employés par les Serbes. Les Albanais du Kosovo organisent un référendum clandestin sur l'indépendance, dont les résultats entraînèrent la proclamation de l'indépendance de la « République du Kosovo », le 22 septembre 1991 par l'Assemblée parlementaire du Kosovo¹³ non reconnue par la Communauté internationale. Le 24 mai 1992, I.Rugova est élu Président du Kosovo, mais son élection n'est reconnue ni par Belgrade, ni par la Communauté internationale. En 1993, et pour la première fois, un programme d'enseignement produit par Belgrade est imposé à toutes les structures éducatives de Serbie et du Kosovo. Cela entraîne que jusqu'en 1999, 97% des enfants albanais sont scolarisés non dans les écoles d'Etat mais dans les écoles de la société parallèle albanaise, ouvertes le plus souvent dans des lieux privés. Ce système d'enseignement s'est cependant rapidement effondré, entraînant un fort taux d'illettrisme chez les jeunes albanais, les diplômes obtenus dans l'enseignement parallèle n'étant en outre pas reconnus par les autorités officielles.

Dès février-mars 1998, la population civile albanaise du Kosovo fait l'objet d'exactions massives, telles que des viols, des expulsions ou des meurtres, commises par les forces armées serbes. De nombreuses déportations ont également lieu, s'accompagnant, outre de la confiscation des papiers d'identité, de la destruction et de la spoliation des biens. Beaucoup trouvent la mort lors des multiples exécutions sommaires et, à l'heure actuelle, de très nombreux dossiers concernant des personnes disparues ne sont pas clos. Selon le HCR¹⁴, du début des affrontements en 1998 jusqu'au frappe de l'Otan de mars 1999, plus de 450 000 personnes sont contraintes de fuir leurs villages détruits par les forces serbes. Les mosquées, les écoles et les édifices publics ont par ailleurs été particulièrement visés. Malgré plusieurs tentatives de négociation au niveau international, ces exactions graves et massives ont continué. C'est pour mettre un terme à ces crimes que l'Otan décide d'intervenir militairement et bombarde la Serbie pendant plus de deux mois. Ces bombardements ont, entre autres, pour conséquence d'intensifier les exactions commises à l'encontre de la population albanaise du Kosovo. Avant de se retirer, et en l'absence de mission d'appui de l'Otan au sol pour protéger les populations civiles, les militaires serbes présents au Kosovo obligent 400 000 autres personnes à fuir vers l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro¹⁵, mais aussi l'Allemagne, la France ou la Turquie. Le 27 mai 1999, le TPIY inculpe Milosevic et quatre autres responsables yougoslaves pour la déportation de 740000 Albanais du Kosovo et le meurtre de 340 Kosovars albanophones. En mars 2006, Milosevic meurt dans sa cellule du TPIY, avant d'avoir été jugé. Dès la fin de la guerre, les Albanais du Kosovo se rendent à leur tour coupables d'exactions envers les Serbes du Kosovo, puis

¹³ A l'époque : 1,8 millions d'Albanais pour 200000 Serbes

¹⁴ Dossier d'archive *Le Monde Diplomatique*, janvier 2006

¹⁵ *Idem*

envers les autres minorités kosovares. Durant l'été 1999, les violences se multiplient contre les Serbes dont les droits ne sont pas protégés, ce qui dénote « l'inefficacité de l'intervention internationale et des ses politiques de restauration du multiethnisme dans les Balkans »¹⁶.

A travers ces quelques données sur la politique menée par Belgrade au Kosovo, il est possible d'entrevoir la force de l'impact des décisions politiques et légales dans la fracture des liens entre communautés. Les mesures mises en place par le gouvernement serbe entraînent non seulement la rupture des liens de communications entre les groupes ethniques mis en cause, mais amènent également ces groupes à s'affronter.

II/ Reconstruction sociale au Kosovo

Dans le cas des conflits opposant des groupes ethniques comme c'est le cas au Kosovo, les cycles de violence et la rupture des liens communautaires rendent extrêmement délicate la reconstruction multiethnique de la société, pourtant nécessaire. En effet, les communautés qui se sont affrontées doivent continuer à partager le même territoire à l'arrêt des affrontements. Dans le cas du Kosovo, les acteurs internationaux qui interviennent dans la reconstruction du pays ont pour priorité de conserver la multiethnicité du pays.

Les répercussions du conflit sur l'économie du pays, l'emploi, et la stabilité politique sont également des éléments qui influencent les conditions de vie des populations civiles à la suite d'un conflit armé. Lors d'une conférence de presse en août 2007, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies estimait que la situation chiffrée du Kosovo était comparable à celle des pays du tiers monde, avec une mortalité infantile très élevée, un taux de chômage de 42% en augmentation constante, un système éducatif déficient et une pollution environnementale extrême. L'économie actuelle du Kosovo ne repose que sur le commerce et les services, d'autant plus que la Serbie ne renonce pas à ses droits de propriété sur de nombreuses entreprises au Kosovo, droits de propriété qui devront se plaider devant les tribunaux de commerce internationaux. Actuellement, près de deux milliards de dollars sont déboursés chaque année pour la sécurité et l'administration au Kosovo, cette somme étant dix fois supérieure à celle débloquée dans les programmes de développement.

1°- Les minorités dans le Kosovo actuel

En juin 1999, le HCR estimait que près de 65 000 Serbes étaient restés au Kosovo, pour la plupart âgés ou malades, c'est-à-dire des personnes n'ayant pas pu fuir et qui habitent depuis dans des enclaves protégées par la Kfor. Les marques serbes dans la rue ou les magasins ont été effacées, l'unilinguisme serbe ayant désormais laissé place à l'unilinguisme albanais. Une politique d'épuration dans les emplois et de confiscation des biens des non albanais est également poursuivie.

¹⁶ *Le Figaro*, samedi 16- dimanche 17 février 2008

La répartition actuelle de la population au Kosovo entraîne que certains groupes sont minoritaires par endroits et majoritaires dans d'autres, les différents groupes ethniques étant dispersés sur tout le territoire du Kosovo. Là où elles sont minoritaires, les populations subissent des discriminations telles l'expulsion de leur lieu d'habitation ou la restriction de l'utilisation de leur langue maternelle. Les incidents entre les communautés sont continus, bien que la Minuk ait enregistré une baisse de 70% de ces violences entre 2005 et 2006 (Conseil de sécurité, 9 mars 2007). Selon l'UNHCR en juin 2007, 16 600 personnes membres des minorités étaient retournées au Kosovo en huit ans, ce qui représente environ 7% des personnes déplacées. Ces retours se sont fait majoritairement dans les enclaves ethniques des zones rurales. Ce bas taux de retour est dû à l'insécurité, à la limitation de la capacité de mouvements, à l'absence de perspectives économiques, à la non résolution des questions de propriété ainsi qu'à la difficulté d'accès aux différents services d'aide. En décembre 2007, l'UNHCR constate que 75% des déplacés en provenance du Kosovo en 1999 sont des Serbes, 11% des Roms. Le nombre de déplacés à l'intérieur même du Kosovo est estimé à 21 000, la plupart étant des Albanais. Ces populations déplacées à l'intérieur de leurs propres frontières, et ne pouvant pas retourner au Kosovo pour des raisons de sécurité, ne sont pourtant pas considérées comme des personnes déplacées par le gouvernement serbe, ce qui les prive de l'assistance et des bénéfices de ce statut. L'absence de documents officiels ou de lieu de vie officiel constituent également un obstacle à l'obtention du statut de déplacé. Ces documents sont souvent à demander dans le lieu de vie d'origine, ce qui est difficilement faisable lorsque les personnes sont loin de chez elles. L'absence de statut pour les personnes non reconnues comme déplacées, réfugiées ou citoyens de leur pays d'accueil, ainsi que le manque d'accords de coopération de la part des pays d'accueil, représentent un facteur de risque à de nouveaux déplacements.

Les retours au Kosovo sont moins nombreux depuis les violences interethniques de 2004 commises envers des non albanais, ces violences ayant diminué la confiance envers la capacité de la Communauté internationale à assurer la protection des minorités. Par ailleurs, selon Amnesty International, de nombreuses personnes ont été forcées de retourner au Kosovo, ce qui va à l'encontre du principe de retours volontaires dans la sécurité et la dignité prôné par la Minuk. Enfin, les demandeurs d'asile issus de toutes les minorités du Kosovo ont toujours besoin d'une protection internationale¹⁷, bien que la Résolution 1244 prévoyait les retours saufs et sans entrave des déplacés et réfugiés dans leur foyer d'origine. Il semblerait que les représentants civils des deux communautés n'aient pas été consultés lors de l'élaboration des stratégies de retour des réfugiés, qui se sont souvent faits de manière massive et désorganisée par manque de coordination et d'accord entre les différents acteurs.

A l'heure actuelle, la division entre les populations s'est accentuée, plus rien ne lie les Serbes et les Albanais. Les Serbes du Kosovo vivent dans des enclaves, avec leurs hôpitaux, leurs écoles, leurs médias, à travers l'aide financière de la Serbie. Le Kosovo est en train de se reconstruire sur une

¹⁷ ONU, « Le droit d'asile toujours nécessaire pour les minorités du Kosovo », 28 août 2007

identité principalement albanaise qui ne laisse pas place à l'intégration des minorités, qui sont marginalisés ou confrontés à des actes de discrimination.

2°- Un exemple de conséquence engendrée par la rupture de liens communautaires : les structures parallèles serbes au Kosovo

L'un des exemples frappants témoignant de la rupture entre les communautés ethniques au Kosovo réside dans le développement de structures parallèles. A l'instar des Albanais du Kosovo durant les années 1990, ce sont les Serbes qui ont fonctionné selon un système d'institutions parallèles au Kosovo dès 1999.

En effet, suite aux bombardements de l'Otan, les Serbes du Kosovo restés sur place n'ont pas reconnu immédiatement l'autorité de l'administration provisoire onusienne confiée à la Minuk. La participation des Serbes du Kosovo au processus politique et aux Institutions provisoires onusiennes du gouvernement autonome du Kosovo est restée minimale, ce qui a été accentué par les divisions internes entre les leaders serbes du Kosovo¹⁸. Les cours de justice, écoles ou hôpitaux ont donc continué de recevoir leurs directives de Belgrade. Les institutions continuant de fonctionner après le 10 juin 1999 sans être mandatées par la Minuk ont ainsi été qualifiées de « structures parallèles ». Selon l'OSCE¹⁹, trois facteurs expliquent l'existence de ces structures parallèles. En premier lieu, les difficultés qu'ont certains membres de la communauté serbe à accéder aux services de la Minuk et des Institutions provisoires du gouvernement autonome (santé, éducation, aide sociale), en raison notamment des enclaves mono ethniques retranchées qui limitent les possibilités de mouvement. Le manque de confiance, découlant de l'insécurité perçue, est également explicatif de la limitation des demandes de la minorité serbe envers les services officiels de la Minuk. Les violences de mars 2004 envers des enclaves serbes, suite à la noyade suspecte de trois garçons albanais, ont en effet considérablement diminué le sentiment de sécurité des minorités. Enfin, la situation politique et l'absence de résolution sur le statut du Kosovo ont longtemps été un obstacle majeur à l'intégration de ces structures parallèles, bien qu'elles constituent une entrave à la bonne reconstruction de la société civile et politique kosovare. L'OSCE propose alors différentes recommandations afin de répondre au problème des structures parallèles telles que limiter les demandes envers ces structures, réduire ces structures, les intégrer aux structures gouvernementales avec toujours pour objectif la multiethnicité du Kosovo qui reste une priorité pour la Communauté internationale.

Dans le domaine de la scolarité par exemple, il existe toujours en 2007 deux systèmes au Kosovo. L'un officiellement reconnu par la Minuk, l'autre, issu des structures parallèles et enseignant aux Serbes et aux Goran. Ce second système d'enseignement dépend du Ministère de l'éducation et des sports serbe, qui s'occupe également de fournir les livres et valide les diplômes. Les professeurs et le personnel dépendent de Belgrade dont ils reçoivent leurs directives et leurs salaires. Selon le

¹⁸ Security Council , "Report of the Secretary-General on the United Nations Interim Administration Mission in Kosovo", S/2007/582, 28 September 2007

¹⁹ OSCE, « Parallel structures in Kosovo », 2006-2007

rapport de l'OSCE en 2007, il n'existe toujours pas de reconnaissance des diplômes et formations entre ces deux systèmes. Ainsi, des élèves souhaitant suivre des cours supérieurs en Serbie ne peuvent le faire sans documents reconnus par la Serbie, ce qui n'est pas le cas de ceux fournis par les Institutions provisoires. Les écoles sous la houlette des Institutions provisoires du gouvernement autonome sont de plus perçues comme peu sécuritaires pour les enfants et certains élèves serbes préfèrent se rendre dans les écoles d'une autre enclave quand la leur n'en possède pas, plutôt que suivre les cours des institutions officielles. Les enfants serbes ne reçoivent en effet un enseignement dans leur langue que dans les cinq régions à majorité serbe. L'existence de ces deux systèmes entraîne un niveau d'éducation et une vitesse d'avancement dans l'enseignement qui varient considérablement entre les différentes communautés. Ces deux systèmes d'enseignement permettent en outre à chaque communauté d'enseigner sa propre vérité. Encore aujourd'hui, en cours d'histoire à Gračanica près de Pristina, un enfant serbe apprend qu'il n'y a pas eu de guerre au Kosovo en 1999, mais seulement une agression de l'Otan contre la Serbie le 24 mars et l'expulsion de 250 000 Serbes. Les professeurs ne parlent pas non plus de l'existence des institutions officielles kosovares. A Pristina, les enfants albanais étudient les « martyrs » de l'UCK. Se pose également le problème de la qualification du personnel enseignant, pas toujours adéquate. Par exemple, l'Université de Pristina, qui s'est déplacée sur Mitrovica, est autosuffisante par de nombreux aspects, et l'enseignement est souvent assuré par des déplacés internes. Encore en 2005, seul l'albanais est parlé à l'Université alors que cette dernière devrait être bilingue.

L'existence d'une justice parallèle a par ailleurs sérieusement entravé l'établissement d'un état de droit, bien que de 1999 à 2003, ces structures de justice aient été les seules opérationnelles dans certaines zones du Kosovo. L'existence d'une double justice entraîne pourtant le risque pour un accusé d'être jugé et condamné deux fois pour un même crime, les deux justices, parallèle serbe et officielle de la Minuk, fonctionnant côte à côte et non dans la complémentarité. Se pose également le problème de la reconnaissance et de la validité des jugements rendus par ces cours. Les personnes qui s'adressent à la justice ne savent en effet pas à quel jugement s'attacher ni lequel sera reconnu officiellement, et il arrive bien souvent que les jugements soient différents selon la juridiction qui l'a rendu. Des juges serbes ont donc été engagés dans les tribunaux de la Minuk à Mitrovica, afin de tenter d'affaiblir l'influence des cours parallèles en montrant aux Serbes qu'ils peuvent aussi s'adresser à la justice onusienne.

Depuis fin 1999, une équipe parallèle de sécurité s'est également constituée le long de la rivière Ibar afin d'empêcher les Albanais du Kosovo de la traverser depuis le sud, le nord de Mitrovica étant habité par les Serbes. D'abord informelle, cette surveillance s'est peu à peu organisée et structurée afin d'empêcher les Kosovars albanais de rentrer dans Mitrovica mais aussi pour rassembler des informations sur la Kfor²⁰, la Civpol²¹ ou les Albanais du Kosovo vivant au nord.

²⁰ Force militaire de soutien de la paix mandatée par l'ONU dans le cadre de la Minuk (Mission d'administration provisoire du Kosovo sous l'égide de l'ONU).

²¹ Police civile mandatée par l'ONU dans le cadre de la Minuk.

En octobre 2003, l'OSCE identifie des structures parallèles dans le domaine de la santé à travers le Kosovo. Dans le nord du Kosovo, ces structures apparaissent comme les seules permettant aux membres des minorités d'accéder aux premiers soins de santé. Selon les services de la protection de la santé, les soins dispensés dans les structures parallèles présentent une qualité satisfaisante et un personnel en nombre suffisant pour la population. Les problèmes rencontrés sont le manque de transports adéquats, le manque de place, le manque d'équipement de pointe, la difficulté d'accéder à certaines zones, l'insuffisante réactivité en urgence, l'insuffisance de structures pour les soins secondaires.

Entre 2003 et 2006, peu de changements ont été notés par l'OSCE dans l'intégration des structures parallèles aux Institutions provisoires du gouvernement autonome. L'OSCE reste en effet souvent dans l'incapacité d'intégrer les structures parallèles serbes aux institutions officielles du Kosovo. En l'absence d'une approche consensuelle entre Pristina et Belgrade, les structures parallèles restent en effet l'une des seules possibilités pour les minorités d'avoir accès à certains services. L'idée, partagée tant par les Serbes que les Albanais du Kosovo, que les membres d'une communauté ne peuvent s'adresser qu'aux membres de cette même communauté accentue la ségrégation et renforce l'existence de ces structures parallèles. En avril 2007, l'OSCE considère toujours qu'il est difficile de fermer ces structures, bien qu'elles aillent à l'encontre des règles de la Minuk, tant que l'accès équitable à toutes les structures officielles n'est pas assuré pour l'ensemble de la population kosovare.

3°- L'impact des constructions idéologiques sur la société civile

En Albanie²², la construction nationale a un caractère essentiellement idéologique. La nation précède l'état, qui n'est jamais vu comme une incarnation totale de l'identité. Dans la conception albanaise de la notion d'état, l'individu n'est pas l'unité de base, ce qui va à l'encontre de la conception de l'état nation. La nation s'est de plus construite dans l'exclusion de l'autre dans l'ensemble des Balkans. Cette construction a, dans un premier temps, été le fait d'une élite intellectuelle et économique qui s'est chargée d'éveiller une conscience nationale chez des populations qui en étaient dépourvues avant l'avènement de la nation moderne. Ainsi, les Albanais qui fonctionnaient principalement en clans, prennent conscience de leur retard économique et culturel au regard de leur communauté dans sa globalité, ce qui explique leur volonté actuelle de repenser leur pays dans l'intégration aux relations internationales. L'identité musulmane des Albanais constitue cependant un problème communautaire, les Albanais ne sachant pas s'ils doivent rejeter l'islam pour se rapprocher de l'Europe ou au contraire, s'éloigner de l'Europe pour s'affilier aux pays musulmans. Les Balkans sont en effet vus comme une ligne de contact et de fracture entre deux civilisations, entre chrétienté et islam, entre est et ouest. Dès le 17^{ème} siècle, la population chrétienne albanaise du Kosovo, qui adopte la religion musulmane de l'occupant ottoman, est perçue comme se rangeant du

²² Lakshman-Lepain, R., « L'Albanie : une nation encore à inventer ? », p 57-73, in De Waele, J.M. ; Gjeloshaj, K. (Dir.) ; 1999, *De la question albanaise au Kosovo*, Editions Complexe, Bruxelles

côté de l'opresseur par les populations chrétiennes²³. Au 18^{ème}, le Kosovo redevient le cœur de la lutte entre islamisme et christianisme, Serbes et Albanais se trouvant régulièrement opposés. L'islamisation tardive des Albanais du Kosovo est un argument fréquemment utilisé en politique. Tant qu'il fut à la tête du mouvement pacifiste, I.Rugova tentera par exemple de revendiquer le passé catholique du Kosovo. Le but poursuivi était alors d'affirmer une identité nationale des Kosovars, qui se distingueraient des Albanais d'Albanie. Cette hésitation représente une opportunité pour le monde musulman, notamment à travers la Ligue arabe du Kosovo. Depuis 1999, des institutions de soins et d'éducation sont construites au Kosovo. Elles attirent les populations et permettent de diffuser une certaine pratique de l'islam, ce qui se voit dans l'augmentation du nombre de femmes portant le voile par exemple²⁴.

Du côté serbe, les guerres des années 1990 avaient été menées dans la volonté de réunir tous les Serbes dans un même état²⁵, or la Serbie voit son territoire se rétrécir et son peuple s'éparpiller. Les enclaves serbes se vident, seuls quelques villages serbes protégés par la Kfor voient leurs habitants rester. L'activité économique doit se situer à l'intérieur des zones de sécurité ce qui réduit considérablement les possibilités et augmente les départs. De plus, le système de la Communauté internationale²⁶ produit des effets pervers pour l'ensemble des minorités. Ainsi, certains doivent subir une albanisation brutale pour garantir leur espace de vie au Kosovo. Le système administratif mis en place en 1999 a favorisé l'éclatement de la communauté Roms et a amené à distinguer de nouveaux groupes ethniques, les Egyptiens et les Ashkali, autrefois assimilés. Enfin, les habitants du Kosovo continuent de considérer la Minuk comme une force d'occupation, et des affrontements avec les soldats mandatés par l'ONU sont régulièrement répertoriés.

Conclusion

Les revendications inconciliables sur le Kosovo des nationalismes serbes et albanais ont engendré une relecture de l'histoire de la région. Aujourd'hui au Kosovo, il existe au minimum deux vérités différentes selon la communauté qui la produit. Les oppositions entre les communautés albanaises et serbes, et les affrontements qui en ont découlé, ont été un outil pour répondre aux exigences d'une politique nationaliste née de l'avènement de la nation moderne. Les réécritures historiques et l'idéologie appelant à la survie populaire ont permis la montée en force de revendications nationalistes, dont l'épuration ethnique est l'un des résultats.

Le Kosovo actuel est un territoire partagé par plusieurs communautés ethniques, qui y ont longtemps cohabité. C'est dans la voie de la multiethnicité que la Communauté internationale a orienté son intervention dans la reconstruction du Kosovo. Les Institutions du gouvernement provisoire, sous l'égide de la Minuk, ont tenté de faire participer les minorités à tous les niveaux de la

²³ De Waele, J.M. ; Gjeloshaj, K., « Un indispensable retour sur le passé », p 21-33 ; in De Waele, J.M. ; Gjeloshaj, K. (Dir.) ; 1999, *De la question albanaise au Kosovo*, Editions Complexe, Bruxelles

²⁴ Données issues d'un entretien avec Antonia Battaglia, membre de la Minuk de 1999 à 2003

²⁵ Dérens, J.A ; Geslin, L. ; « Du Monténégro au Kosovo, la Serbie défiée », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2006

²⁶ Dérens, J.A ; « Indépendance du Kosovo, une bombe à retardement », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2006

reconstruction sociale. Pourtant, les Serbes ont peu pris part à ces institutions, voire les ont boycottées pour s'adresser à leurs institutions parallèles. De plus, ils vivent dans des enclaves protégées et la communauté albanaise les marginalise à tous les niveaux de la société. Les jeunes des deux communautés communiquent en anglais entre eux, ils ne parlent pas la même langue maternelle et n'ont pas appris celle de l'autre communauté. On paie en euros au Kosovo, seule la minorité serbe utilise des dinars yougoslaves. Les communautés serbes et albanaises du Kosovo n'ont donc plus aucun lien et des affrontements entre membres des deux communautés continuent de se produire.

Le statut du Kosovo, fraîchement indépendant, continue de constituer un enjeu politique d'une haute importance. C'est lors d'une session extraordinaire que le Parlement du Kosovo à Pristina a proclamé l'indépendance de la République du Kosovo le 17 février 2008. La France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie reconnaissent le nouvel Etat le 18 février. Ce même jour, le Parlement de Belgrade, lors d'une séance extraordinaire, vote comme « nulle et non avenue » la déclaration d'indépendance du Kosovo, déclarant que cela viole l'intégrité et la souveraineté du territoire serbe. Sont également considérées comme nulles et non avenues par le gouvernement serbe du moment, les décisions de l'Union européenne d'envoyer une mission au Kosovo. Belgrade prévoyait en outre de rappeler ses ambassadeurs des pays reconnaissant l'indépendance et de mettre en place des embargos envers le Kosovo, ce qui pourrait avoir de lourdes conséquences sur l'approvisionnement du Kosovo, très dépendant de la Serbie pour l'énergie et de nombreux produits de base. A l'heure actuelle, la partition est prônée par les radicaux du côté serbe, les institutions parallèles de Pristina pouvant en effet permettre que la partie nord du Kosovo soit rattachée à la Serbie. La Communauté internationale s'oppose à cette solution.

Par ailleurs, l'indépendance du Kosovo n'est que factuelle car l'Union européenne remplacera l'ONU. En effet, la mission Eulex est censée reprendre une part des prérogatives de la Minuk au Kosovo, notamment dans le domaine de la justice et de la police. Une nouvelle mission doit cependant respecter la Résolution 1244, qui reste en vigueur tant qu'aucune autre résolution n'aura été adoptée. Au sein de l'Europe, le Kosovo fera figure d'avant-garde, car il expérimentera une forme inédite d'organisation politique, reposant sur une souveraineté très limitée et un protectorat international d'un genre nouveau. Les huit ans d'ores et déjà passés sous protectorat international n'ont en effet pas eu les effets escomptés. La multiethnicité reste un vœu pieux, la faillite de la justice est totale, la situation économique et sociale catastrophique. Certains soulignent même le caractère anti-démocratique de ce type de tutelle, qui serait structurellement productrice de corruption, dans le sens où elle laisse les responsables locaux dans l'irresponsabilité et amène à une gestion opaque de l'argent²⁷.

Dès la déclaration d'indépendance, des incidents violents sont répertoriés au sein de la population. Par exemple, le poste frontière qui sépare la Serbie du Kosovo a été attaqué par des activistes serbes au lendemain de la proclamation d'indépendance du Kosovo. A Mitrovica, les violences entre les Serbes et les forces des Nations Unies qui ont suivi la déclaration d'indépendance,

²⁷ Dérens, J.A. ; « Indépendance du Kosovo, une bombe à retardement », *Le Monde diplomatique*, mars 2007

ont fait cent soixante blessés. Ainsi, depuis le 17 février 2008, les actions de défiance envers le nouvel Etat kosovar et les autorités internationales se multiplient au nord de Mitrovica où vivent 40 000 serbes qui manifestent quotidiennement leur refus d'accepter l'indépendance du Kosovo. Par exemple, les étudiants se réunissent chaque jour à 12h44 devant la faculté, pour rappeler la Résolution 1244 de l'ONU qui réaffirmait l'appartenance du Kosovo à la Serbie. Autre type d'incident, le blocage d'un convoi de médicaments, envoyés par Belgrade, aux douanes kosovares qui demandaient un laissez passer de Pristina²⁸.

Cet exemple d'affrontements communautaires au Kosovo est extrême. Pourtant, au regard du passé historique des populations en présence et de leur cohabitation, il apparaît que les tensions existant initialement n'apparaissent pas comme potentiellement dangereuses. C'est la manipulation des quelques foyers préexistants, par des politiques nationalistes à travers des procédés légaux, et la diffusion d'une idéologie dont les arguments font appel à l'émotionnel populaire, qui peuvent renforcer voire donner naissance à des antagonismes communautaires. Ce phénomène est sous tendu par l'insinuation dans les esprits de données issues d'un programme de propagande politique. S'il existe déjà des discordes, le discours politique les exacerbe, cristallisant les haines sur des sujets émotionnellement investis. Les cycles de violence engendrés par de telles politiques nationalistes peuvent se durcir et se développer jusqu'à la commission de crimes massifs prenant directement les civils pour cible.

²⁸ *Le Figaro*, samedi 5 - dimanche 6 avril 2008 « Heurs et malheurs de l'UE dans les Balkans »